



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET D'EURE-ET-LOIR

*Direction régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement*

Chartres, le 13 juin 2013

Unité territoriale d'Eure-et-Loir

**Rapport de l'Inspection des Installations Classées
à
Monsieur le Préfet d'Eure-et-Loir
Pour présentation au CODERST**

INSTALLATIONS CLASSEES
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

PROJET D'ARRETE PREFECTORAL COMPLEMENTAIRE PORTANT MODIFICATION DES CONDITIONS
D'EXPLOITATION

SOCIETE ARGAN

COMMUNE DE DREUX

La société ARGAN a transmis le 21 mai 2013 à l'inspection des installations classées un dossier relatif à la modification du mode d'exploitation de l'entrepôt de stockage de téléviseurs et de matériels Hi-Fi, implanté 21 rue des Osmeaux dans la zone industrielle « Les châtelets » sur le territoire de la commune de Dreux afin de stocker du papier.

Ce dossier a été complété par messageries électroniques reçues les 12 et 13 juin 2013.

I – OBJET DU DOSSIER

1.1. Nature et volume des activités

Les installations actuellement exploitées relevaient du régime de l'autorisation prévue à l'article L. 512-1 du Code de l'environnement, au titre des rubriques listées dans le tableau ci-dessous :

Rubrique	Alinéa	AS, A, D, DC, NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Unité du critère	Volume autorisé	Unités du volume autorisé
1510	1	A	Entrepôts couverts (stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 t dans des)	Entrepôt de téléviseurs et matériels Hi-Fi Quantité de matières combustibles : 1290 t	Volume	>= 300 000	m ³	307 000	m ³
2925		D	Accumulateurs (ateliers de charge d')	Ateliers de charge	Puissance maximale de courant continu	> 50	kW	150	kW

Régime : A (autorisation), E (enregistrement), D (déclaration), DC (déclaration soumise à contrôle périodique), ou NC (non classé).

1.2. Description de l'établissement et historique administratif

L'établissement situé en zone industrielle des Châtelets à Dreux bénéficie d'un arrêté préfectoral d'autorisation n°1642 du 23 octobre 2000 au profit de la société GEODIS LOGISTICS pour l'exploitation d'un entrepôt de stockage de téléviseurs et de matériels Hi-Fi.

L'établissement bénéficie également :

- d'un récépissé de déclaration n°2001/030 du 9 mai 2001 pour une installation de remplissage ou de distribution de gaz inflammable liquéfié au titre de la rubrique 1414-3° de la nomenclature des installations classées ;
- d'un récépissé de déclaration n°2001/032 du 21 mai 2001 pour un stockage en réservoirs manufacturés de gaz inflammables liquéfiés au titre de la rubrique 1412-2b de la nomenclature des installations classées.

Un récépissé de changement d'exploitant au profit de la société DHL a été délivré le 3 avril 2007 par le Préfet d'Eure-et-Loir.

La société ARGAN, propriétaire du site, a déposé le 21 mai 2013 auprès du préfet d'Eure-et-Loir une demande de changement d'exploitant à son profit.

L'entrepôt répond aux dispositions réglementaires de la circulaire et l'instruction technique annexée du 4 février 1987 relative aux entrepôts et bénéficie de l'antériorité pour ce qui concerne les dispositions constructives : parois séparant les cellules sont coupe-feu de degré 2 heures, les portes associées sont coupe-feu de degré une heure ; l'entrepôt est divisé en six cellules de stockage dont quatre de plus de 4 000 m² ; installation d'extinction automatique à eau pulvérisée.

1.3. Présentation de la demande

Eléments de contexte

La société DHL assurait la logistique pour la société PHILIPS. Le contrat n'a pas été renouvelé.

Les 6 cellules de stockage sont libérées progressivement depuis le 15 mai 2013.

La société ARGAN propriétaire des lieux souhaite louer une partie de ses locaux à une entreprise spécialisée dans la logistique. Cette société souhaite entreposer du papier dans trois cellules pour une quantité totale de 54 400 palettes de tailles variables correspondant à 19 400 m³.

Le projet consiste donc à stocker du papier dans trois cellules de stockage sur les six existantes initialement prévues pour le stockage de téléviseurs et matériels Hi-Fi.

Ce stockage est classé sous le régime de la déclaration sous la rubrique 1530 de la nomenclature des installations classées, l'établissement étant soumis à autorisation.

1.4. Cadre administratif de l'instruction

L'exploitant sollicite la modification des conditions d'exploitation dans le cadre de l'article R. 512-33 du code de l'environnement qui dispose que « II. Les exploitants informent, au plus tard le 31 décembre de chaque année, le préfet de tous les changements prévus ou effectifs quant à l'extension ou la réduction significative de capacité des installations mentionnées à l'article L. 229-5, à la cessation totale ou partielle de leurs activités ou quant au niveau d'activité, à l'exploitation, au mode d'utilisation ou au fonctionnement de celles-ci. Lorsqu'ils entraînent un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, ces modifications doivent être portées, avant leur réalisation, à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation. »

Cette modification doit être appréciée en fonction des dangers et inconvénients supplémentaires par rapport à l'activité existante.

II - EXAMEN DE LA DEMANDE

2.1. Classement

Le stockage de papier est visé par la rubrique 1530 de la nomenclature des installations classées.
Le nouveau classement du site est :

Rubrique	Alinéa	AS, A, D, DC, NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Unité du critère	Volume autorisé	Unités du volume autorisé
1412	2-b	DC	Gaz inflammables liquéfiés (stockage en réservoirs manufacturés de), à l'exception de ceux visés explicitement par d'autres rubriques de la nomenclature	Gaz inflammables liquéfiés (stockage)	quantité présente	>6 et <50	t	12,5	t
1414	3	DC	Installations de remplissage de réservoirs alimentant des moteurs ou autres appareils d'utilisation comportant des organes de sécurité (jauges et soupapes)	Gaz inflammables liquéfiés (remplissage ou distribution)		Sans seuil			
1510	1	A	Entrepôts couverts (stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 t dans des)	Cellules 1, 2, 3, 4, 5 et 6 Quantité de matières combustibles : 1 290 t	Volume	>= 300 000	m ³	307 000	m ³
1530	3	D	Papier, carton ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés(dépôt de)	Stockage de papier dans les cellules 1, 2 et 3	Volume stocké	> 1 000 et <= 20 000	m ³	19 400	m ³
2925		D	Accumulateurs (ateliers de charge d')	Ateliers de charge	Puissance maximale de courant continu	> 50	kW	150	kW

Régime : A (autorisation), E (enregistrement), D (déclaration), DC (déclaration soumis à contrôle périodique), ou NC (non classé).

2.2. Impacts du projet et demande de modification de certaines prescriptions des arrêtés ministériels applicables à l'installation

Les impacts sont limités.

2.2.1 Implantation – Aménagement

Les aménagements sont intérieurs et ne nécessitent aucune modification de l'emprise du terrain et des espaces extérieurs.

La structure du bâtiment n'est pas modifiée. La répartition des locaux reste identique.

2.2.2 Impact sur l'eau

Eaux usées

L'exploitant indique qu'après changement de produits, l'effectif global (hors période de pointe) ne dépassera pas l'effectif prévu dans le dossier de demande d'autorisation initial.

Selon l'exploitant, les rejets des eaux vannes et usées et l'impact de l'établissement sur la station d'épuration locale ne seront pas augmentés.

Eaux pluviales

L'aménagement du site n'étant pas modifié, les surfaces imperméabilisées ne changent pas. Les volumes d'eau pluviale de voirie et de toiture restent identiques.

L'impact des eaux pluviales du site reste inchangé.

Selon l'exploitant, il n'y aura pas d'impact supplémentaire.

2.2.3 Impact sur l'air

Le stockage de papier ne nécessite pas l'utilisation d'installations nouvelles à l'origine de rejets gazeux.

Le mode de chauffage ne sera pas modifié.

Selon l'exploitant, l'impact de l'établissement reste négligeable.

2.2.4 Impact sur le trafic routier

Selon l'exploitant, le trafic routier aussi bien des véhicules particuliers que des poids lourds n'est pas modifié par le stockage de papier par rapport aux données du dossier de demande d'autorisation d'exploiter initial.

2.2.4 Impact sur le bruit

Les sources de bruit sont principalement les camions et leur circulation.

Selon l'exploitant, il n'y aura pas d'impact supplémentaire.

2.2.5 Prévention des risques

Incendie

Le risque principal identifié est un incendie se déclarant au niveau des trois cellules de stockage du papier.

L'exploitant a réalisé les scénarii suivants :

- Incendie de la cellule 1,
- Incendie de la cellule 2,
- Incendie de la cellule 3.

La modélisation effectuée dans l'étude de dangers s'appuie sur les seuils de flux thermiques de 3 kW/m² et 5 kW/m² respectivement associés à la limite des effets significatifs et des effets létaux.

L'exploitant a utilisé la méthode de calcul FLUMILOG (référéncée dans le document de l'INERIS " Description de la méthode de calcul des effets thermiques produits par un feu d'entrepôt ", partie A, réf. DRA-09-90977-14553A).

Les résultats de la modélisation montrent :

- que le flux thermique de 5 kW/m² (zone Z1) ne reste pas contenu dans les limites de propriétés du site :
 - pour la cellule 1 sur la façade nord,
 - pour la cellule 2 sur la façade sud.
- que le flux thermique de 3 kW/m² (zone Z2) ne reste pas contenu dans les limites de propriétés du site
 - pour la cellule 1 sur les façades nord et ouest,
 - pour la cellule 2 sur les façades sud et ouest,
 - pour la cellule 3 sur la façade Nord.

Néanmoins, les distances d'effet des flux thermiques pour les incendies de chaque cellule calculées avec l'outil FLUMILOG sont inférieures à celles établies dans l'étude des dangers initiale (L'incendie de la cellule 1 donne une distance, pour le flux de 5 kW/m², en façade Nord plus importante que dans le cas dossier initial mais la limite touche la rivière).

Les résultats obtenus avec FLUMILOG pour l'incendie des cellules une à une donnent des durées d'incendie de 207 minutes qui sont supérieures à la durée théorique de tenue des murs coupe-feu qui est de 120 minutes (calcul ne tenant en compte ni du sprinkler, ni de l'intervention des pompiers).

En outre, les portes qui équipent ces murs ont un degré coupe-feu de 1 heure, comme prévu dans l'arrêté préfectoral d'autorisation du 23 octobre 2000.

Les durées d'incendie étant plus longues que la tenue au feu des portes coupe-feu, l'exploitant a envisagé l'échec des murs coupe-feu et la propagation de l'incendie aux cellules voisines. L'exploitant a réalisé un nouveau calcul à l'aide de FLUMILOG pour l'incendie des trois cellules objet de l'étude en plaçant le départ de feu à tour de rôle dans chacune des cellules afin de ne pas écarter de scénario.

Le résultat de la modélisation montre également que les flux thermiques de 5 kW/m² (zone Z1) et 3 kW/m² (zone Z2) dépassent les limites de propriété en plusieurs endroits mais que les distances d'effet des flux thermiques pour les incendies des trois cellules en plaçant le départ de feu à tour de rôle dans chacune des cellules calculées avec l'outil FLUMILOG sont inférieures à celles établies dans l'étude des dangers initiale.

Les distances d'effet n'étant pas augmentées par rapport à l'étude de dangers initiale, les modifications n'entraînent pas de dangers ou inconvénients supplémentaires significatifs.

L'incendie généralisé de l'entrepôt a été calculé dans l'étude des dangers initial en 2000 et donnait :

- pour la façade de 333 mètres, Z1=68 m, Z2= 126 m
- pour la façade de 108 mètres, Z1=63 m, Z2= 103 m.

L'étude de 2000 indique que le scénario d'incendie généralisé à toutes les cellules n'est pas probable.

Le résultat de cette modélisation montre également que les flux thermiques de 5 kW/m² (zone Z1) et 3 kW/m² (zone Z2) dépassent les limites de propriété en plusieurs endroits.

Les distances d'effets des scénarii de l'incendie généralisé des cellules réalisé en 2000 dimensionnent les conditions d'intervention et de protection des populations à proximité des bâtiments.

Un document d'information sur les risques industriels pour l'établissement du « porter à connaissance risques technologiques » sera transmis au Maire de Dreux.

Les règles d'urbanisme de la zone étaient compatibles avec l'implantation de l'entrepôt. Il y a lieu de porter à la connaissance du Maire de Dreux la nécessité de maintenir la vocation industrielle de la zone, préoccupation qui permet d'ailleurs d'éviter les conflits d'intérêts qui résultent fréquemment d'une trop grande proximité entre locaux d'habitations ou activités tertiaires et installations industrielles, entraînant des plaintes pour causes de bruit, de poussières, de trafic routier..., il convient de prévoir une gestion de l'espace intégrant des zones de transition entre zones urbaines, zones d'activités tertiaires et zones industrielles. Il s'agit pour la collectivité, dans un souci concret de développement durable, d'organiser l'occupation de l'espace et la coexistence de zones d'habitations et zones d'activités tertiaires à préserver des nuisances et des risques, et des installations industrielles qui doivent pouvoir fonctionner normalement et pouvoir se développer.

Les moyens de lutte contre l'incendie ne sont pas modifiés : extincteurs appropriés aux risques présents, système d'extinction automatique d'incendie alimenté par 2 réserves d'eau de 450 m³ chacune, RIA.

Les besoins en eau pour la défense extérieure contre l'incendie ont été déterminés à l'aide du guide technique D9 «Défense extérieure contre l'incendie - Guide pratique pour le dimensionnement des besoins en eau».

Le débit théorique calculé est de 480 m³/h.

Rétention des eaux d'extinction d'un incendie

Les besoins en eau d'extinction d'un incendie n'ayant pas été modifiés, le volume de rétention nécessaire est de 1 800 m³ identique à celui calculé dans le dossier initial.

Dispersion des gaz de combustion

Selon l'exploitant, les cellules 1, 2 et 3 stockaient des produits susceptibles de générer des gaz toxiques en cas d'incendie par décomposition thermique et oxydation des composants de téléviseurs et appareils hi-fi et vidéo. Il y avait en quantité significative des matières plastiques et des sulfures dans les écrans de téléviseurs cathodiques. Ces produits n'étant plus stockés, il n'y a plus de source de toxicité particulière dans les fumées d'un éventuel incendie.

Selon l'exploitant, il ne s'agira donc très majoritairement que du papier et du bois des palettes, avec marginalement le film polyéthylène de protection des palettes. Ces matériaux essentiellement à base de cellulose vont être à l'origine d'oxydes de carbone et de vapeur d'eau qui sont des gaz moins toxiques que ceux produits par l'incendie de téléviseurs.

Le dossier de demande d'autorisation initiale concluait que les fumées d'un incendie dans l'entrepôt étaient susceptibles de contenir des traces d'éléments toxiques sans pour autant représenter au delà de l'établissement un danger grave et irréversible pour la santé des personnes exposées. Selon l'exploitant, ce risque ne sera pas augmenté par le stockage de papier.

III- CONCLUSION – AVIS DU SERVICE D'INSPECTION

L'exploitant a apporté les éléments d'appréciation nécessaires à l'appui de sa demande. Il ressort de l'examen de ces éléments que la modification n'est pas considérée comme substantielle au sens de l'article R. 512-33 du code de l'environnement.

Compte tenu des conditions d'exploitation du site, et considérant que les impacts supplémentaires engendrés par la modification du site sont limités, l'inspection des installations classées donne un avis favorable à la demande de la société ARGAN.

Conformément aux dispositions de l'article R.512-31 du code de l'environnement, le projet d'arrêté préfectoral complémentaire ci-joint doit être présenté pour avis au conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques.

L'inspection des installations classées propose à Monsieur le préfet de porter à la connaissance du maire de Dreux, avec copie à la DDT en charge de l'urbanisme dans le département, les éléments mentionnés en pages 5 et 6.